QUATORZIEME CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS AYANT LE FRANÇAIS EN PARTAGE, KINSHASA LES 13 ET 14 OCTOBRE 2012

ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR MACKY SALL

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

Kinshasa, 13Octobre 2012

Monsieur le Président Joseph Kabila KABANGE, Présidentdu 14ème Sommet,

Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et deGouvernement,

Distinguées Première Dames,

Monsieur le Secrétaire Général de l'OrganisationInternationale de la Francophonie,

Madame la Directrice Générale de l'UNESCO,

Mesdames, Messieurs,

Je souhaited'abord remercier le Président Kabila et son Gouvernement pour l'accueilchaleureux et l'hospitalité conviviale qui nous ont été réservés en terrecongolaise.

Je salue égalementla contribution de la Suisse, Présidente sortante, à la mise en œuvre de notreagenda commun.

La Francophonie,on le sait, évoque toujours le souvenir de feu le Président Poète **Léopold Sédar**

Senghor, un de ses Pèresfondateurs et ardent défenseur de la langue française et de la diversitéculturelle.

En tant quePrésident nouvellement élu du Sénégal, je suis fier de rester fidèle, par maprésence à notre Sommet, à la mémoire de mon illustre compatriote.

Je voudrais en mêmetemps rendre un vibrant hommage à notre Secrétaire Général, le Président AbdouDiouf, pour son apport précieux à la construction de la Francophonieinstitutionnelle ; une Organisation structurée et réactive, qui marche aurythme de son temps.

Le thème de notreSommet, ***« Francophonie, enjeux environnementaux et économiques face à lagouvernance mondiale »***, en témoigne éloquemment.

Au cœur del'Afrique centrale, une des plus grandes réserves de la biodiversitémondiale, menacée par les aléas duchangement climatique, il y a du bon sens à réfléchir sur les moyens de satisfaireles besoins du développement et de protéger l'environnement dans l'intérêt desgénérations actuelles et futures.

En juin dernier àRio, nous avons pu constater combien lechemin était encore long et ardu pour atteindre cet objectif.

Une autregouvernance des affaires du monde s'impose pour inverser les tendancesnégatives.

Je renouvelle àcet égard le soutien du Sénégal à la proposition française pour la créationd'une Organisation mondiale de l'Environnement basée en Afrique. Un cadreinstitutionnel rationalisé offre en effet les meilleures conditions d'unegestion cohérente et intégrée des défis environnementaux.

Et quoi de plusjuste, que l'Afrique, Continent le plus durement affecté par les effets deschangements climatiques alors qu'il contribue le moins à l'émission de gaz àeffet de serre, puisse abriter cette Organisation.

Pour nous, pays enretard sur le processus de développement, le souci de protection del'environnement doit aussi aller de pair avec l'investissement massif dans lessecteurs prioritaires qui fondent la prospérité des Nations : à savoir l'agriculture,l'énergie et les infrastructures.

Chers Collègues,

Mesdames et Messieurs,

Notre Sommet setient au moment où le Mali, un des nôtres, reste soumis par des groupesterroristes à un projet totalitaire dont l'ambition est de s'étendre aux autres pays de la sousrégion et de s'attaquer aux intérêts étrangers.

La crise quiaffecte le Nord Mali est une menace pour la paix mondiale et la négation même desvaleurs universelles d'humanisme, de liberté et de respect de la diversité queporte la Francophonie.

Voilà pourquoi le Sénégal souhaite quenotre Organisation soutienne les efforts que déploient la CEDEAO et l'UnionAfricaine pour aider le Gouvernement malien à recouvrer son territoire occupé,dans le cadre d'un mandat du Conseil de Sécurité et mener à bien le processusde retour à la légalité constitutionnelle.

C'est l'exigencede la Déclaration de Bamako de novembre 2000 ; car ne l'oublions pas, **la Francophonie de la langue et de laculture fait corps et âme avec la Francophonie des valeurs de démocratie, deliberté et des droits de l'homme.**

De notre adhésioncommune à ces valeurs, nait une double obligation : obligation desolidarité, et obligation de partage pourque l'espace francophone, dans son ensemble, puisse enfin **poser sur l'idéal de démocratie un regard serein et apaisé, à la foisdans les textes et dans la pratique.**

Il est vrai que de par son histoire et ses particularités,chaque pays, chaque peuple, est en lui-même un monde à part. Il est tout aussivrai que de par les valeurs universellement partagées, chaque pays, chaquepeuple, est aussi une partie du monde à laquelle ces valeurs s'appliquentindifféremment.

Et quand on a desvaleurs en partage, comme celles de la Francophonie, il doit être possible ***« d'allerà l'idéal et de comprendre le réel »*** pour reprendre Jean Jaurès.

Pour notre part,et je le dis sans prétention aucune, lorsque l'année dernière, la longuetradition démocratique sénégalaise a failli être déviée de sa trajectoire, il afallu le courage et la maturité du peuple sénégalais, de sa classe politique,de sa société civile et de toutes ses forces vives pour la remettre dans le bonsens à travers un scrutin libre, transparent et incontestable.

Mais nous n'avonspas été seuls dans cette aventure.

Des pays etOrganisations amis nous ont accompagnés à toutes les étapes du processus, notamment laréforme de nos instruments électoraux, l'observation des deux tours du scrutin etl'évaluation post électorale.

Ce partenariat, nousl'avons voulu et vécu comme unemanifestation de solidarité répondant aux aspirations du peuple sénégalais d'améliorerses performances démocratiques et de les porter à un point de non retour.

Une des leçons quenous retenons de notre propre expérience, c'est qu'en Afrique comme ailleurs, l'idéalde démocratie, comme mode de dévolution du pouvoir, ne peut se construire etprospérer sur la stratégie du ***« tout ou rien »***.

Il est possible,en Afrique comme ailleurs, de surmonter les divergences et de bâtir, par-dessusles intérêts partisans, les fondements consensuels d'une démocratie apaisée ;voire d'un partage du pouvoir autour d'une convergence d'idées et d'actions,pour la stabilité politique et au développement économique et social.

Le Sénégal est entout cas disposé à partager avec notre Organisation et les pays qui lesouhaitent l'expérience tirée de sa pratique électorale comme contribution à laréalisation de nos idéaux communs.

Revenir